

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 14 décembre 1995.

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur JACOBS, vice-président,
messieurs BERTOUILLE, LURQUIN et MOORAT,
membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur CROISIAU, vice-président
messieurs VAN EECKAUTE et DECLERCK,
membres effectifs

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration,
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -
adjoint bilingue

27.208/I/P
RC/DV

Par lettre du 14 novembre 1995, le ministre des Affaires sociales a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal, portant fixation des cadres linguistiques du Fonds national de Retraite des Ouvriers mineurs. (F.N.R.O.M.)

Sur la base des articles 60, § 1 et 61, §§ 2 et 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en sa séance du 14 décembre 1995 et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

*

*

*

Le ministre propose de répartir comme suit entre les cadres linguistiques les emplois du cadre organique tel qu'il a été fixé par arrêté royal du 23 juin 1995.

Degrés	Cadre fixe		Cadre en extinction	
	Cadre F	cadre N	Emplois F	Emplois N
1	1	1		
2	2	2		
3	1	1		
4	3	2		
5	3	4		
6	6	6		
7	4	4	1	1
8	1	-		

Les organisations syndicales ont été consultées.

Analyse du projet

A. Emplois d'un grade égal ou supérieur à celui de directeur

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition des emplois de direction, celle-ci étant conforme à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2, des L.L.C.

Vu le nombre restreint des emplois aux deux premiers degrés de la hiérarchie, la C.P.C.L. se rallie à la proposition du ministre de ne pas instaurer de cadre bilingue.

B. Emplois des degrés 3 à 8

Il appert du rapport justificatif, transmis par le ministre en annexe à sa demande d'avis qu'en ce qui concerne les ouvriers mineurs ou assimilés, le F.N.R.O.M. est compétent pour :

- 1) la perception des cotisations de sécurité sociale des ouvriers mineurs et la répartition du produit de celles-ci aux organismes de gestion;
- 2) l'exécution des dispositions légales relatives au régime spécial des pensions d'invalidité des ouvriers mineurs;
- 3) l'exécution des dispositions légales relatives aux vacances annuelles;

- 4) l'affiliation des ouvriers mineurs au régime spécial;
- 5) l'établissement de brevets de rente des ouvriers mineurs bénéficiaires d'une pension de retraite ainsi que la gestion actuarielle et financière des fonds de capitalisation;
- 6) l'application des règlements européens et des autres conventions bilatérales et multilatérales.

Répartition des tâches

Le F.N.R.O.M. compte parmi ses utilisateurs, les ouvriers mineurs actifs et invalides, d'autres organismes parastataux sociaux, le cabinet, les syndicats et les mutuelles.

Il convient d'observer que le F.N.R.O.M. qui a été créé par une loi de 1920, est doté d'une organisation décentralisée; il existe en effet, une administration centrale et trois bureaux régionaux.

Les caisses de prévoyance qui sont établies à Charleroi, à Liège et à Hasselt sont en effet des services régionaux.

Sur la base de ces attributions, la C.P.C.L. estime que l'importance des régions de langue française et de langue néerlandaise est fonction pour le F.N.R.O.M., du nombre d'ouvriers mineurs occupés et du nombre de mineurs pensionnés pour invalidité et de bénéficiaires d'une pension d'épouse séparée au 31 décembre 1994.

	F	N
Nombre d'ouvriers mineurs occupés dans les mines au 31 décembre 1994	73 (7,78%)	865 (92,22%)
Nombre de pensionnés invalides et de bénéficiaires d'une pension d'épouse séparée au 31 décembre 1994	3.951 (58,83%)	2.765 (41,17%)

Afin de déterminer l'importance que représentent pour le F.N.R.O.M. la région de langue française et la région de langue néerlandaise, il s'agit de déterminer, pour les différents services du F.N.R.O.M., le volume de travail relatif aux mineurs en activité d'une part et aux mineurs pensionnés pour invalidité, ainsi qu'aux bénéficiaires d'une pension d'épouse séparée au 31 décembre 1994 d'autre part.

1) Administration générale (5 agents)

1) Administration générale (5 agents)

Le service comprend le Secrétariat, l'Organisation et l'Inspection ainsi que le Service social.

Vu le caractère général de la mission de ce service, la C.P.C.L. se rallie à la proposition du ministre, tendant à adopter, pour ce service, une proportion 50/50.

2) Service juridique (3 agents)

Les tâches confiées à ce service peuvent être réparties en "contentieux" et tâches de caractère plus général.

En ce qui concerne le "contentieux" qui représente 63% du volume de travail du service, on peut considérer que 75% du volume de travail est constitué par le nombre de pensionnés, 15% par le nombre d'ouvriers mineurs actifs tandis que 10% du volume de travail concerne des affaires générales.

37% du volume de travail du service revêt un caractère plus général dans une proportion 50%F-50%N.

Sur la base de ce qui précède, la C.P.C.L. en arrive à une proportion 50,18%F-49,82%N pour le service juridique.

3) Service financier (6 agents)

On peut considérer que les activités de ce service, concernant, pour 10%, les ouvriers mineurs actifs, pour 15%, les pensionnés invalides et pour 75%, les affaires générales.

Sur la base de ces données la C.P.C.L. estime que la proportion 47,1%F-52,9%N doit être appliquée au service financier.

4) Service technique (10 agents + 2 agents dans un emploi en extinction)

Ce service comprend le service "Païement" et le C.T.I.
Le volume de travail du service "païement" (5 agents) est constitué pour 90%, par les pensionnés invalides et pour 10% par les ouvriers mineurs actifs.

En ce qui concerne le C.T.I. (5 agents + 2 dans un emploi en extinction), on peut retenir, au vu du caractère technique du travail, une proportion 50%F-50%N.

Se basant sur les données qui précèdent, la C.P.C.L. en arrive à une proportion 53,68%F-46,32%N.

5) Service administratif (11 agents)

Le Service administratif comprend la gestion du personnel, l'économat, le service de traduction et la dactylographie.

La C.P.C.L. est d'avis que le volume du travail de ce service doit être déterminé en fonction de la moyenne des proportions fixées pour les trois autres services d'exécution soit 50,32%F-49,68%N (cfr. tableau en annexe).

La C.P.C.L. est d'avis qu'une moyenne pondérée, avec comme facteur de pondération, les effectifs du personnel de chaque division, reflète fidèlement le volume de travail des services centraux du F.N.R.O.M. Selon la C.P.C.L., le calcul aboutit au résultat suivant:

Services	Nbre d' agents	Proportion		Pondération	
		F	N	F	N
1. Adm. générale	5	50	50	250	250
2. Serv. juridique	3	50,18	49,82	150,5	149,5
3. Serv. financier	6	47,10	52,90	282,6	317,4
4. Serv. technique	12	53,68	46,32	644,2	555,8
5. Serv. administra- tif	11	50,32	49,68	553,5	546,5
Total (moyenne esti- mée)	37	50,84	49,16	1.881	1.819

Selon la proportion 50,84%F-49,16%N, 18 des 35 emplois du cadre fixe doivent être attribués au cadre français et 17 au cadre néerlandais. Pour les deux emplois du cadre en extinction, il a lieu de prévoir 1F-1N. Cette répartition correspond à la proposition du ministre.

Pour ces motifs, la C.P.C.L. se rallie à la répartition proposée.

Remarque:

L'article 3 du projet fixe l'entrée en vigueur au 1^{er} août 1995. La C.P.C.L. estime que selon sa jurisprudence constante, aucune rétroactivité ne peut être accordée aux arrêtés modifiant les cadres linguistiques, sauf en cas d'application de mesures de programmation sociale et à condition qu'il n'y ait pas eu de nominations aux emplois nouvellement créés avant que la modification des cadres linguistiques existants soit entérinée par arrêté royal. Pour ces motifs, la C.P.C.L. émet un avis négatif au sujet de l'article 3 proposé.

Cet avis est envoyé au ministre des Affaires sociales qui, conformément à l'article 61, § 3, 2^{ème} alinéa, des lois linguistiques coordonnées en matière administrative, est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 14 décembre 1995.

Les Secrétaires,

Le Président,

JM. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS

Paramètres et pondérations

Pondérations

	%	F	N	F	N
<u>Service juridique</u>					
1) Contentieux	63			31,68	31,32
Pensionnés	75	58,83	41,17	44,12	30,88
invalides					
ouvriers mineurs	15	7,78	92,22	1,17	13,83
actifs					
Affaires généra-	10	50	50	5	5
les					
TOTAL				50,29	49,71
2) tâches de carac-	37	50	50	18,50	18,50
tère général					
TOTAL	100			50,18	49,82
<u>Service financier</u>					
ouvriers mineurs	10	7,78	92,22	0,78	9,22
actifs					
pensionnés inva-	15	58,83	41,17	8,82	6,18
lides					
affaires généra-	75	50	50	37,50	37,50
les					
TOTAL	100			47,1	52,9
<u>Service technique</u>					
1) Paiement	41,7			24,53	17,17
pensionnés inva-	90	58,83	41,17	52,95	37,05
lides					
ouvriers mineurs	10	58,83	41,17	5,88	4,12
actifs					
TOTAL				58,83	41,17
2) C.T.I.	58,3	50	50	29,15	29,15
TOTAL				53,68	46,32
<u>Service administra-</u>					
tif					
Moyenne des % des				50,32	49,68
autres services					